

«JE N'ÉTAIS PAS CENSÉE AVOIR LE BREVET, DONC, OUAIS, JE SUIS FIÈRE»

Reportage Mal connues, les maisons familiales rurales, des établissements privés associatifs sous contrat, permettent à près de 100 000 jeunes par an de raccrocher à l'école. Rencontres en Côte-d'Or

BAIGNEUX-LES-JUIFS, CHÂTILLON-SUR-SEINE (CÔTE-D'OR) - envoyée spéciale

Longtemps, Eulalie Bigolet a été fâchée avec les mots. Quelques jours après l'obtention de son bac professionnel Services aux personnes et animation dans les territoires (Sapat), en juin, l'étudiante de 19 ans a pourtant tenu à prendre la plume. Sa lettre était adressée à « toute l'équipe pédagogique de la maison familiale rurale [MFR] d'Agencourt [Côte-d'Or] : ces six années m'ont sauvée du désespoir. Avant d'entrer dans votre école, j'étais persuadée d'être nulle en classe et que je n'avais aucune capacité intellectuelle. Puis vous m'avez appris, et j'ai eu confiance en moi. Preuve en est : brevet des collèges, mention assez bien; CAPa Sapver [CAP agricole Services aux personnes et vente en milieu rural], mention assez bien; bac pro Sapat, mention assez bien ».

« Sauvée ». C'est aussi le premier mot qui vient à Céline Moreno, 19 ans, longue chevelure blonde, pour décrire ses sept années passées à la MFR de Baigneux-les-Juifs (Côte-d'Or) depuis la 4^e. Après s'être accrochée pour obtenir son bac Sapat (elle a redoublé sa terminale), elle s'est laissée convaincre par ses formateurs de poursuivre un an en BPJEPS (brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) animation sociale, dans la même classe qu'Eulalie : « C'est ma deuxième maison, ici. Les moniteurs, c'est comme la famille. »

Dans les couloirs, les chambrées d'internat et les salles de formation de la MFR de Baigneux-les-Juifs, les garçons ne sont pas légion. Ici, ce sont les filles du coin qui se racontent. Celles qui « tiennent la campagne », ou bientôt la tiendront, pour reprendre le titre de l'enquête de Sophie Orange et Fanny Renard (*Des femmes qui tiennent la campagne*, La Dispute, 2022). Les sociologues y montrent à quel point l'organisation des territoires ruraux repose en grande partie sur « une bande de femmes » qui, face au retrait de l'Etat social, tiennent tous les services essentiels : petite enfance et enfance, grand âge, collectivités locales...

Pour l'heure, elles sont encore alternantes. Des rêves d'ado et des oursons en peluche sous l'oreiller, déjà des préoccupations d'adulte. « S'occuper des personnes », les âgées et les petites, elles ont « toujours voulu faire ça », assurent-elles d'une même voix, claquettes à pompons aux pieds. Quoique. L'histoire de ces jeunes filles commence par l'école. Le « système scolaire classique », celui qui ne « voulait pas [d'elles] ». « En [collège] général, j'aurais complètement décroché ! », s'exclame Rosie Lefebvre, 17 ans, en terminale Sapat, avec une certaine maturité.

A la fin du collège, elle a été diagnostiquée HPE, pour « haut potentiel émotionnel ». Quoi qu'elle n'accorde que peu de crédit à ce genre de tests, une chose est sûre, « les classes à 30, 35, c'est pas pour [elle] ». Elle a besoin de sa tranquillité.

« Dans le système classique, dès qu'on n'est pas adapté, on nous met dans un coin », considère Eulalie, fille d'hôteliers-restaureurs. Elle a été diagnostiquée dyslexique. Et, de ce fait, « poussée vers la sortie ». La scène s'est rejouée avec son petit frère : « Ils l'ont mis en Segpa [section d'enseignement général et professionnel adapté], sauf que c'est trop simple pour lui, il n'y a pas d'entre-deux. »

PIONNIÈRES DE L'ALTERNANCE

« Cassos », « tu sais pas lire ? », « t'es en ULIS [unité localisée pour l'inclusion scolaire des élèves porteurs de handicap] ? » : de leurs années au collège général toutes gardent des stigmates. « T'as pas plus d'ambition ? », rétorque un prof de SVT à Eulalie devant sa mère, alors qu'elle vient d'indiquer vouloir devenir serveuse... comme sa mère. Ou ce prof de maths de 3^e disant à Rosie : « Si vous partez en pro, pas la peine d'assister à mon cours, ça ne vous servira à rien. »

Pour toutes, l'arrivée en MFR représente un soulagement, un cocon, « comme à la maison ». De petites classes. Des copines ressemblantes. Des formateurs appelés « moniteurs ». Un accompagnement sur mesure. L'internat, permettant non seulement d'échapper aux verdicts scolaires négatifs, mais également de se soustraire à sa famille. La cantine, où tout le monde met la main à la pâte.

Et surtout : l'alternance. Soit une semaine en classe et une semaine en structure à partir de la 2^e (voire dès la 4^e, avec une limitation du temps en entreprise). Le format idéal pour Rosie, qui a du mal à « rester assise à écouter un prof » trop longtemps. Ici, pas besoin de demander la permission si elle a besoin de marcher dans la classe. « On ne nous prend pas pour des enfants, on nous parle comme à des professionnelles. »

L'alternance, c'est le principe à l'origine de la création des MFR, depuis l'invention du modèle, en 1937. Elles s'en réclament pionnières en France. Aux origines : un syndicat agricole et un curé du Lot-et-Garonne inquiets de l'exode rural. Constatant que l'enseignement traditionnel ne forme pas de paysans mais pousse leurs enfants à partir en ville, ils mettent en place une méthode d'éducation populaire fondée sur l'alternance. L'organisation se structure, le réseau essaime.

On compte aujourd'hui 430 de ces établissements privés associatifs sous contrat partout en France. Leurs effectifs sont en hausse, boostés notamment par la réforme



POUR TOUTES, L'ARRIVÉE À LA MFR DE BAIGNEUX-LES-JUIFS REPRÉSENTE UN SOULAGEMENT, UN COCON, « COMME À LA MAISON »

de l'apprentissage entrée en vigueur en 2019. Celle-ci a permis aux MFR d'obtenir le statut de centres de formation d'apprentis (CFA), en plus de leur statut scolaire (sous contrat avec le ministère de l'agriculture). A Baigneux-les-Juifs, le coût de la scolarité en internat avoisine les 2 000 euros par an – beaucoup d'élèves sont boursiers.

Relativement mal connues dans l'enseignement traditionnel – notamment parmi les populations plus diplômées –, les MFR forment quelque 100 000 apprenants par an, dans 18 secteurs professionnels, allant du service à la personne aux métiers du bâtiment, de la restauration, de la filière équine... Chaque MFR décide des formations sur lesquelles mettre l'accent, en fonction des spécificités de son territoire, des partenaires locaux, des besoins de main-d'œuvre.

A Baigneux, on vient surtout pour les services aux personnes et aux territoires. Une voie majoritairement choisie par les filles – la voie professionnelle de l'enseignement secondaire est en effet fortement segmentée selon le genre. Céline Moreno dit avoir « toujours voulu bosser avec des

enfants ». L'absence de son père a joué. Proche de sa mère, aide ménagère, et de sa fratrie, elle s'est occupée de ses neveux dès l'âge de 12 ans. Eulalie, elle, s'est en partie chargée de l'« éducation » de son petit frère, pour soulager ses parents, pris par leur hôtel-restaurant. Proche de sa grand-mère, qui habite à côté, elle veut travailler dans l'animation auprès des personnes âgées.

« UNE VOCATION SUGGÉRÉE »

C'est ainsi, avec la forme de l'évidence, que la plupart des filles rencontrées expriment leur choix, effectué en fin de collège, de se tourner vers la MFR – ou parfois vers un CFA ou un lycée agricole. « Ces orientations privilégiées vers les formations du « care » se présentent souvent comme des destins vécus comme naturels par les intéressées », confirment Sophie Orange et Fanny Renard, qui ont suivi plusieurs jeunes femmes de catégories populaires rurales en MFR. Or, soulignent les sociologues, cette « vocation » semble, dans certains cas, davantage « suggérée » que « choisie ». A la fois par des « dispositions socialement construites comme féminines



Ci-contre, de gauche à droite : Moinaecha Ahamadi, Cassandra Barcouzareaud, Eulalie Bigolet et Manon Féjan, élèves de la MFR de Baigneux-les-Juifs (Côte-d'Or), en visite au centre d'accueil de demandeurs d'asile de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), le 18 septembre. Page de gauche : portrait de Moinaecha, 19 ans ; Céline Moreno, Eulalie, toutes deux 19 ans, et Mélissa Amaral, 21 ans, dansent à la MFR, le 17 septembre. Ci-dessous : le même jour, Mindy Barcouzareaud, 22 ans, devant la MFR. CLAIRE JACHYMIK / HANS LUCAS POUR « LE MONDE »



[disponibilité, écoute, patience], notamment dans les milieux populaires, où le baby-sitting, la garde de la fratrie ou les coups de main aux grands-parents constituent des expériences juvéniles fréquentes.

Mais aussi, soulignent-elles, par la prépondérance des filières du soin et du service à la personne, secteur le plus représenté en milieu rural. « Les trajectoires scolaires des jeunes femmes sont fortement cadrées par l'offre de formation locale, soucieuse de s'assurer un public aux dispositions ajustées », considèrent les chercheuses. Et d'inviter à se départir des considérations hâtives « portées par certains chefs d'établissement » à propos d'un prétendu « manque d'ambition » des jeunes rurales, qui ne se projettent pas ailleurs : « Il faut rappeler le rôle de l'institution scolaire dans l'imposition ou le renforcement de vocations spécifiques, qui contribuent à retenir [les jeunes] dans les établissements locaux. »

« Toutes les jeunes filles qui veulent rejoindre un autre établissement le peuvent et le font souvent, nuance Roland Grimault, directeur de l'Union nationale du réseau MFR, invitant à respecter le choix de chaque jeune

souhaitant rester en milieu rural. Et, si ces établissements ruraux n'étaient pas là, quel choix feraient-elles ? Arrêteraient-elles leur scolarité après la 3^e ? Un débat... Nous faisons tout pour les faire réfléchir, les "sortir" ! »

Avant de venir prendre la direction de la MFR de Baigneux-les-Juifs, en 2019 – maison pensée, en 1947, comme une « école de ménagères » –, Sabine Detrain, cheveux gris en brosse, ne cache pas les a priori qu'elle pouvait avoir sur les filles en milieu rural, elle qui vient « d'un bassin minier dont on cherche à s'extraire ». C'était avant de voir ces jeunes femmes « se révéler » et, d'une certaine façon, déjouer les sorts.

Comme ces élèves qui, « grâce à Parcoursup », ont pu être prises en école d'infirmières ou en fac de psychologie. Quoique critiquable sous maints aspects, la plateforme « a ouvert des portes aux jeunes en formation professionnelle », salue M^{me} Detrain. Même en venant du fin fond de Baigneux-les-Juifs avec un bac pro Sapat, on peut désormais être prise à l'université.

Sourcils froncés derrière son ordinateur, dans le bureau des moniteurs, Mindy

Barcouzareaud, 22 ans, ne laisse rien paraître de sa scolarité mouvementée. Passée par cinq MFR, cette fille de coiffeuse est aujourd'hui diplômée d'un BTS en économie sociale et solidaire, termine son apprentissage et s'appête à valider son diplôme d'Etat de conseillère en économie sociale et familiale. « Bac + 3, tient-elle à préciser. Normalement, je n'étais pas censée avoir le brevet, donc, ouais, je suis fière. » Petite, Mindy s'imaginait devenir vendeuse dans un magasin de chaussures. Aujourd'hui, elle aimerait travailler dans la protection de l'enfance. Elle n'en a plus après l'éducation nationale : « C'est un système qui convient à certains, comme mon frère, qui a passé un bac S, pas à d'autres. »

Une ténacité qui inspire sa petite sœur, Cassandra Barcouzareaud, et sa copine Rosie. Après leur bac pro Sapat, les deux voudraient tenter une école à Dijon pour devenir éducatrices spécialisées. Trois ans d'études. Une marche peut-être un peu haute du premier coup, met en garde leur responsable de formation. Alexandra Georget préconise de commencer par moniteur-éducateur, en deux ans : « Le risque, si c'est trop dur, est qu'elles décrochent. »

Assises sur leur lit d'internat, Cassandra et Rosie haussent les épaules. Elles ont assez douté d'elles-mêmes pour ne plus vouloir se brider. Arrivée « jusqu'en bac » alors qu'au sortir de son CAP une prof l'avait mise « plus bas que terre », Cassandra, dyslexique et dysorthographique, s'est déjà prouvé qu'elle pouvait « voir plus loin ». Rosie, elle, est l'une des meilleures de sa classe – « bilingue en anglais », au dire de ses copines, pas peu fières. « De base, je voulais faire auxiliaire de vie », dit-elle. Sa mère, assistante maternelle, l'a poussée à viser plus haut. « Educ spé, ça ouvre plus de portes. J'aurais bien fait psycho, mais la fac aurait été trop dure pour moi. » Plus tard, Rosie voudrait voir du pays, comme sa sœur aînée. Elle trouve la France « très en retard sur la petite enfance » par comparaison avec les pays nordiques.

PRÉCARITÉ DES EMPLOIS

Dans leurs classes, toutes ont été marquées par leur stage dans une crèche Montessori au Luxembourg, l'an passé. Le premier voyage à l'étranger pour la plupart d'entre elles. Manon Féjan, 19 ans, a pleuré : elle ne voulait pas repartir. De cette expérience elle a tout aimé, la méthode Montessori, parler anglais... Elle n'a désormais qu'une idée en tête : y retourner pour un service civique. Avec sa sœur aînée et sa mère. Les trois ne se quittent plus, depuis qu'elles ont réussi à se libérer d'un père et mari violent.

Comme Manon, plusieurs élèves de la MFR ont été ou sont encore suivies par la protection de l'enfance. « Pas question de trier les élèves », revendique M^{me} Detrain. Et tant pis s'il faut ensuite redoubler d'efforts pour casser l'image d'« écoles de la seconde chance » dont pâtissent les MFR. L'équipe pédagogique doit aussi composer, comme ailleurs, avec la dégradation préoccupante de la santé mentale des jeunes et les prescriptions de psychotropes en hausse.

C'est bien par choix que certaines affirment avoir quitté les bancs de la fac pour la MFR de ce village de 250 habitants, situé dans le Châtillonnais. Sans regret. Trait d'eyeliner, piercing au nez, Léa Lobjois, 21 ans, fille d'une vendeuse en boulangerie et d'un père « en accident de travail », se sent bien plus épanouie au sein de sa petite classe de BPJEPS animation, avec vue sur les champs de maïs, qu'en histoire de l'art à Dijon. Une désillusion à tous points de vue : les cours « trop théoriques » malgré son bac général ; sa chambre du Crous (9 mètres carrés et des cafards) vite abandonnée ; l'usure des trois heures de transport quotidiennes depuis son village ; le coût de la vie, l'isolement de la grande ville... Tant pis pour l'archéologie. Elle aime autant le social. Elle tentera de faire valoir l'expérience qu'elle a déjà dans l'animation pour obtenir le diplôme d'éducatrice spécialisée grâce à une validation des acquis de l'expérience. Après, elle aimerait bosser ans un institut médico-éducatif.

Bac général mention bien obtenue à Mayotte (20/20 en option sciences politiques), père chauffeur de cars scolaires et mère au foyer aphasique, Moinaecha Ahamadi, 19 ans, se sent elle aussi bien mieux dans ses crampons ici qu'en Staps à Dijon. A Mayotte, elle évoluait en ligue féminine de foot. Ici, elle entraîne des jeunes. Son goût pour l'animation lui vient de son frère aîné, investi auprès de jeunes Mahorais. Dans la classe des terminales Sapat, on rencontre aussi Lava Koulin, 19 ans, dont la famille a fui la guerre en Syrie quand elle avait 6 ans. Son français est impeccable. Elle doit parfois manquer les cours pour aller assister ses parents dans leurs rendez-vous. Pour la suite ? Pourquoi pas travailler « dans l'administratif », ses stages en office du tourisme et en mairie lui ayant plu ?

Les services aux territoires sont l'un des deux piliers de la formation. Car, si la plupart

des filles arrivent avec l'idée de travailler avec des enfants, leurs moniteurs s'emploient à élargir leurs perspectives, en leur montrant d'autres métiers émergents en zone rurale, dans le tourisme, les espaces France Services... Les MFR en elles-mêmes participent de la dynamisation de leur territoire, salue le maire (sans étiquette) de Baigneux, Didier Robin, éleveur de bovins bio, citant le portage de repas aux aînés et les animations locales auxquelles prennent part les jeunes.

Plus que d'autres, les filles d'ici ont une conscience aiguë des difficultés professionnelles qui les attendent au sortir de la MFR, dans des secteurs minés par le sous-financement, la précarité des emplois (temps partiels contraints, journées morcelées, faibles rémunérations...) et les pénuries de personnel. Leurs mères ou leurs sœurs aînées peuvent en témoigner, qui sont aides à domicile, assistantes maternelles, auxiliaires de vie scolaire... Elles n'ignorent pas non plus les problématiques de leurs territoires : vieillissement de la population, recul des services publics, etc.

Ce décalage entre le désir d'être utile qui les anime tout au long de leur formation et l'absence de reconnaissance salariale et statutaire, une fois sur le marché du travail, « occasionne parfois de la frustration », témoigne M^{me} Detrain. Si les jeunes femmes trouvent dans ces métiers une « forte rétribution symbolique », Sophie Orange et Fanny Renard s'inquiètent des conséquences que pourrait avoir « l'absence de rétribution économique, en matière de défiance vis-à-vis de l'Etat et des services publics ».

L'attachement à leurs territoires et aux personnes semble, pour l'heure, l'emporter. « Même quand je bosse pas, je suis là-bas, avec eux », dit Eulalie. « Là-bas » : à l'Ehpad de son village, où elle fait son apprentissage d'animatrice. « Eux » : les résidents. Elle leur lit le journal, fait travailler leur mémoire avec des jeux de « petit bac »... Et si, à la fin de son apprentissage, on lui propose de rester pour un contrat d'agente polyvalente (chargée de l'entretien), alors qu'elle se forme pour devenir animatrice ? « Certainement pas ! » Le cas échéant, elle ira chercher plus loin. Céline Moreno, elle, est plus hésitante. « Je me vois pas quitter ma mère. Et puis, j'ai tout ici, à Seigny. » « Tout », c'est-à-dire son copain menuisier, avec qui elle prévoit de s'installer, sa famille, sa bande de potes avec qui elle traîne le week-end sous l'Abribus. « C'est important de rester soudés. »

L'ambiance est festive devant le centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). Les terminales Sapat et les BPJEPS sont venus visiter. Objectif : se familiariser avec divers types de structures dans lesquelles leur diplôme leur permettrait de travailler. « On prend régulièrement des stagiaires de la MFR, n'hésitez pas », encourage la directrice du site. « Pourquoi pas ? », considère Léa Lobjois. Il y a justement un CADA dans son village ; elle n'a jamais eu l'occasion d'en pousser la porte.

Le reste du groupe semble plus emballé par le rythme du ndombolo congolais et par un cercle de danseurs. A l'internat, les filles dansent sur les chansons du rappeur Tiakola ; Moinaecha leur montre des pas de mbiwi mahorais. Moinaecha et Lava rejoignent le cercle les premières, suivies d'Eulalie, Céline, Manon, Mélissa... La veille, elles entonnaient à tue-tête un tube d'Amel Bent vieux de 20 ans, que chantaient déjà leurs grandes sœurs avant elles : « Viser la lune, ça n'me fait pas peur / Même à l'usure, j'y crois encore et en cœur / Des sacrifices, s'il le faut, j'en ferai / J'en ai déjà fait, mais toujours le poing levé. »

CAMILLE BORDENET

Le Monde

Siège social :
67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00

Édité par la Société éditrice
du « Monde » SA
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde » :
Jérôme Fenoglio

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration, Commission paritaire
des journaux et publications n° 0722 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression L'Imprimerie
79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Printed in France

Origine du papier : France, Belgique.
Taux de fibres recyclées : 87 %
Ce journal est imprimé sur un
papier issu de forêts gérées
durablement et de sources
contrôlées. Eutrophisation : P10t = 0,008 kg/tonne de papier

**CE DÉCALAGE
ENTRE LE DÉSIR
D'ÊTRE UTILE
ET L'ABSENCE DE
RECONNAISSANCE
SALARIALE
« OCCASIONNE
PARFOIS DE LA
FRUSTRATION »**